

N° 2126.

---

**BELGIQUE, FRANCE, etc.**

**Accord relatif au fonctionnement des services du Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés. Signé à Genève, le 30 juin 1928.**

---

**BELGIUM, FRANCE, etc.**

**Agreement concerning the Functions of the Representatives of the League of Nations, High Commissioner for Refugees. Signed at Geneva, June 30, 1928.**

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

N<sup>o</sup> 2126. — ACCORD <sup>2</sup> RELATIF AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU HAUT COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS POUR LES RÉFUGIES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 30 JUIN 1928.

No. 2126. — AGREEMENT <sup>2</sup> CONCERNING THE FUNCTIONS OF THE REPRESENTATIVES OF THE LEAGUE OF NATIONS' HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 30, 1928.

*Texte officiel français. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à ses dispositions finales, le 19 août 1929, jour de son entrée en vigueur.*

*Official text in French. This Protocol was registered with the Secretariat, in accordance with its final provisions, August 19, 1929, the date of its entry into force.*

Les soussignés, après avoir participé à la Conférence intergouvernementale convoquée à Genève le 28 juin 1928 par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les Réfugiés ;

Désireux d'arriver à une application aussi efficace que possible des résolutions contenues dans l'Arrangement relatif au Statut juridique des Réfugiés russes et arméniens adopté par ladite conférence intergouvernementale ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.*

Les gouvernements qui ratifient le présent accord admettront à l'exercice des attributions

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>2</sup> *Dépôt des ratifications :*

BELGIQUE, 2 mai 1929 :

« La nomination d'un représentant du Haut Commissariat pour la Belgique sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de ce pays. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices des réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, pièces auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'accord du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas de

The undersigned, having taken part in the proceedings of the Inter-Governmental Conference called at Geneva on 28th June 1928 by the League of Nations' High Commissioner for Refugees ;

Desiring to secure the most effective possible action on the Resolutions contained in the Arrangement concerning the legal status of Russian and Armenian refugees, adopted by the said Inter-Governmental Conference ;

Have agreed as follows :

*Article 1.*

The Governments which ratify the present agreement shall consent to the rendering of

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<sup>2</sup> *Deposit of ratifications :*

BELGIUM, May 2, 1929 :

“ The nomination of a representative of the “ Haut-Commissariat ” for Belgium shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of that country. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the Agreement of 4 July 1928. The rate of charges

suivantes les représentants nommés dans les conditions déterminées ci-après par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés :

a) Certifier l'identité et la qualité des réfugiés ;

b) Certifier leur situation de famille et leur état civil tels qu'ils résultent d'actes passés ou de faits ayant eu lieu dans le pays d'origine du réfugié ;

c) Attester la régularité, la valeur et la conformité avec les anciennes lois du pays d'origine des actes passés dans ce pays ;

d) Certifier les signatures des réfugiés, les copies et les traductions des pièces rédigées en leur langue ;

e) Attester vis-à-vis des autorités du pays l'honorabilité et la bonne conduite du réfugié, ses états de service antérieurs, sa qualification professionnelle, ses titres universitaires ou académiques ;

f) Recommander le réfugié aux autorités compétentes, en particulier pour les questions de visa, de permis de séjour, d'admission aux écoles, aux bibliothèques, etc.

#### Article 2.

Les représentants mentionnés à l'article premier seront nommés par le Haut-Commissaire de la Société des Nations, avec l'agrément des gouvernements intéressés. Ils exerceront leurs attributions dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les gouvernements intéressés et le Haut-Commissaire de la Société des Nations.

Dans les pays où des organismes assument à titre officieux les attributions mentionnées à

légalisation ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité seront établis d'un commun accord entre le ministre des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les réfugiés.

» D'autre part, la Belgique se réserve le droit de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque, moyennant un préavis de six mois. »

FRANCE, 21 mai 1929 :

Sous la réserve formulée lors de la signature de l'acte et sous réserve du droit pour le Gouvernement français de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque moyennant un préavis de six mois.

the following services by the representatives appointed in the manner described below by the League of Nations' High Commissioner for Refugees :

(a) Certifying the identity and the position of the refugees ;

(b) Certifying their family position and civil status, in so far as these are based on documents issued or action taken in the refugees' country of origin ;

(c) Testifying to the regularity, validity, and conformity with the previous law of their country of origin, of documents issued in such country ;

(d) Certifying the signature of refugees and copies and translations of documents drawn up in their own language ;

(e) Testifying before the authorities of the country to the good character and conduct of the individual refugee, to his previous record, to his professional qualifications, and to his university or academic standing ;

(f) Recommending the individual refugee to the competent authorities, particularly with a view to his obtaining visas, permits to reside in the country, and admission to schools, libraries, etc.

#### Article 2.

The representatives mentioned in Article 1 shall be appointed by the High Commissioner of the League of Nations, subject to the agreement of the Governments concerned. They shall perform their duties in the manner agreed upon between the Governments concerned and the High Commissioner of the League of Nations.

In countries in which persons or bodies already unofficially render the services men-

for such visas and legalisations shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the " Haut-Commissariat " for Refugees, as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived.

" Furthermore, Belgium reserves the right to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice ".

FRANCE, May 21, 1929 :

Subject to the reservation expressed at the time of the signature of the Act and subject to the reservation of the right, for the French Government, to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice.

l'article premier, le Haut-Commissaire de la Société des Nations pourra recourir à ces organismes.

*Article 3.*

✓ Sous réserve des exceptions qui devront être admises en faveur des indigents, les services mentionnés à l'article premier pourront être rétribués. Il est entendu, toutefois, que ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées par les autorités du pays de résidence à l'occasion de services analogues.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront enregistrées au Secrétariat de la Société des Nations. Il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que deux ratifications auront été enregistrées.

Il restera ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les Membres de la Société des Nations et des gouvernements de tous les Etats non Membres de la Société des Nations.

Fait à Genève, le 30 juin 1928.

*Belgique*

*France*

E. MEYERS.

Je signe cet arrangement sous la réserve suivante :

« La nomination d'un représentant du Haut-Commissariat pour la France sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de la République française. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices de réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'Accord<sup>1</sup> du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas et légalisations sera établi d'un commun accord entre le Ministère des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité. »<sup>2</sup>

Le 11 mars 1929.

R. MASSIGLI.

T. F. Johnson,  
Haut-Commissaire adjoint pour les Réfugiés,  
Secrétaire-général de la Conférence.

<sup>1</sup> C'est par erreur qu'il est fait mention d'un "accord du 4 juillet", bien qu'il s'agisse de l'application de l'Accord du 30 juin 1928.

<sup>2</sup> *Translation :*

I sign the above arrangement subject to the following reservations :

"The nomination of a representative of the "Haut-Commissariat" for France shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the agreement of July 4, 1928. The rate of charges for such visas and legalisation shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the "Haut-Commissariat" for Refugees as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived."

tioned in Article 1, the High Commissioner of the League of Nations may have recourse to them.

*Article 3.*

Subject to such exceptional treatment as may be granted to indigent refugees, fees may be charged for the services mentioned in Article 1, on the understanding that such fees shall be moderate, and in proportion to the fees charged by the authorities of the country in which the refugees reside in respect of similar services.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be registered at the Secretariat of the League of Nations. It shall come into force ninety days after the date on which two ratifications shall have been registered.

Thereafter the Government of any Member or non-Member of the League of Nations shall be free to adhere to the agreement.

Done at Geneva, June 30, 1928.

*Belgium*

*France*

<sup>1</sup> By mistake mention has been made of an "Agreement of July 4"; it refers to the application of the Agreement of June 30, 1928.